



PROCES VERBAL DE LA REUNION **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU MARDI 24 JANVIER 2017**

CONVOCATION

Le **16 janvier 2017**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **mardi 24 janvier 2017 à 18 h 30** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Approbation du PV de la réunion du 29 novembre 2016

1 - P.L.U. : Présentation du P.A.D.D. (Projet d'Aménagement et de Développement Durables)

2 - Groupe scolaire - Travaux de réhabilitation - Demandes de subventions

3 - Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmé) - Travaux de mise en accessibilité de bâtiments publics pour les personnes à mobilité réduite (P.M.R.) - Programme 2017 - Demandes de subventions

4 - Fonds de soutien aux Forces de Sécurité (F2S) de la Région - Demandes de subventions pour vidéosurveillance et équipement de la Police Municipale

5 - Transfert du bail de gestion du vignoble de Châteaurenard

6 - Contrat C.A.F. « Enfance-Jeunesse » - Autorisation de signer donnée au Maire

7 - Convention avec le Centre Médico-Scolaire de Brignoles

8 - Convention de partenariat avec l'EIMAD pour les Nouvelles Activités Périscolaires

9 - Convention avec le C.D.G. 83 pour les risques professionnels

10 - Convention de prestation de service avec l'AIST (Médecine Professionnelle) pour le personnel communal

11 - Régime indemnitaire pour le grade de Technicien Principal

12- Rectification du nom d'un chemin de la Z.A.E. « Plan de Cartier » (chemin de « Rigaou » au lieu de « Rigau »)

13 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

14 - Questions écrites

15 - Questions orales

PROCES-VERBAL

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le mardi 24 janvier 2017, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GIRAUD Xavier - BREBAN Julie - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - NAL André - VERDON Pierre - REES Pénélope - GAQUIERE Ingrid - MUNIER Denise - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - CEMBRANI Romain - MIONET Marie-Thérèse - COLLAINÉ Olivier - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - FOURNEL Gilles - LEBERQUIER Céline - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : Mme BOULE AMPHOUX Isabelle (pouvoir à Yves COEURDEUIL) - M. GAUTIER Rémi (pouvoir à Jacqueline TURINELLI).

soit 25 présents et 2 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 27 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité Mme Patricia INGRASSIA, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance, assistée de Mme Danielle FRIKMAN, DGS.

A noter que Mme REES Pénélope a quitté la réunion après le vote sur le PADD en donnant son pouvoir à Mme Annette PASQUET.

soit 24 présents et 3 absents excusés ayant donné pouvoir, soit 27 votants.

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 novembre 2016.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 29 novembre 2016,

A l'unanimité moins une abstention : Mme PASQUET (absente à ladite réunion),

APPROUVE ce document.

1 - P.L.U. : Présentation du P.A.D.D. (Projet d'Aménagement et de Développement Durables)

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-5 et suivants ;

- ✓ Considérant la réunion de concertation publique tenue le 14 janvier 2016 sur l'état des lieux et les premiers enjeux du diagnostic communal;
- ✓ Considérant la réunion des Personnes Publiques Associées tenue le 14 janvier 2016 sur l'état des lieux et les premiers enjeux du diagnostic communal;
- ✓ Considérant le projet de PADD réalisé suite aux ateliers de travail du Comité de Pilotage en charge de l'élaboration du PLU ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire lequel a rappelé les orientations générales du PADD de principe organisées comme suit :

Orientation générale n°1 : Réalisation d'un projet durable pour les Valois

- Transports et déplacements : une requalification de la déviation et un développement des connexions et des possibilités de stationnement, un enjeu majeur de la planification du Val.
- Le projet d'aménagement du Val : redéfinition de l'enveloppe urbaine.
- Orientations relatives à l'habitat.

Orientation générale n°2 : Le développement d'un projet économique et la réalisation d'un projet touristique lié au cadre de vie, au terroir et aux activités de nature

- Orientations relatives au développement économique du Val.
- Orientations relatives au développement de l'agriculture : le terroir agricole, pilier de l'économie valoise.
- Orientations relatives au développement touristique du Val : pour un développement diversifié et de qualité.

Orientation générale n°3 : La réalisation d'un projet environnemental cohérent avec l'histoire de la Commune et ses projets de développement, alliant protection des personnes, préservation du cadre de vie et maintien des continuités écologiques fonctionnelles

- Protéger les personnes et les biens et permettre les aménagements nécessaires à la gestion des risques naturels.
- Identifier et préserver les paysages et le patrimoine, en tant que symboles de l'histoire du territoire et de sa richesse.
- Préserver et valoriser les ressources naturelles du territoire.
- Identifier et favoriser le maintien des continuités écologiques fonctionnelles, cohérentes avec le projet de développement communal, et garant de la prise en compte des continuités écologiques à plus grandes échelles (intercommunale, régionale).

Après avoir présenté le PADD, le débat s'est déroulé.

L'essentiel des discussions a porté sur les points suivants :

- Echanges relatifs à l'installation des panneaux solaires sur les bâtiments : quelle réglementation dans le cadre du document de PLU ?

Des mesures réglementaires relatives à l'installation de panneaux solaires seront insérées dans le document de règlement de PLU. Leur interdiction n'est plus possible dans les centres anciens, comme cela pouvait être le cas dans les documents d'urbanisme antérieurs, mais des prescriptions quant à leur bonne insertion dans le bâti seront insérées au règlement.

Dans les périmètres de protections autour des monuments historiques classés et inscrits, pris en compte dans le document de PLU et reportés au document n°5 du PLU des annexes générales, l'Architecte des Bâtiments de France sera sollicité.

- Observations relatives à la diapositive n°8 : dans cette diapositive, il pourrait être fait mention de la mise au norme des réseaux sanitaires comme par exemple sur la route de Bras et s'interroge sur le fait de savoir si la création d'un cimetière pas trop éloigné du village a été prévu au document de PLU.

Les réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement sont des éléments pris en compte dans le projet de PLU. Ils sont reportés aux documents graphiques du règlement du PLU et leur capacité est prise en compte.

Un emplacement réservé pour la réalisation d'un cimetière a été prévu au document de PLU. Sa localisation prendra, entre autre, en considération les obligations réglementaires inhérentes à l'implantation de ce type d'équipements.

- Précision quant au projet de dimension communale et intercommunale prévu dans la cave coopérative :
Ce projet de développement sera localisé dans le prolongement et dans l'extension du bâtiment de la cave coopérative existante. L'existant ne sera pas modifié.

- Quant au projet de préservation et de redynamisation du centre village (diapositive n°10) :
« Redynamiser le centre-ville historique en étudiant l'opportunité de réserver les rez-de-chaussée des bâtiments aux commerces (identification cartographique et/ou réglementaire de rues et places). » : il conviendra d'être attentif aux destinations autorisées. En plus des commerces, des artistes, artisans d'art et services doivent pouvoir s'implanter.

- Quant à la problématique du renforcement de la sécurité routière (diapositive n°7) le renforcement de la sécurité routière ne doit pas se limiter à la voie localisée entre le rond-point de la cave coopérative et le rond-point de la route de Barjols. Les associations valaises y seront attentives.

L'aménagement de la voie et la prise en compte de la sécurité routière s'effectuera sur l'ensemble du boulevard urbain. Des courriers ont été adressés au Conseil Départemental sur les points dangereux. Le combat est quotidien pour limiter la vitesse ; la seule façon de la limiter serait le déplacement des panneaux d'agglomération mais l'entretien de l'intégralité des voiries comprises entre les panneaux incomberait à la collectivité et le coût serait très important.

- L'implantation d'une moyenne surface commerciale sur le territoire du Val

Débat sur le fait de savoir si cette moyenne surface n'irait pas à l'encontre de la volonté de redynamiser le centre-ville ou si elle s'inscrirait dans une logique de complémentarité de l'existant.

Les problématiques juridiques de cette implantation sur les terrains identifiés sont évoquées ainsi que le fait qu'elle soit partie intégrante du projet politique de l'équipe municipale.

Le commerce sur la commune du Val, en matière d'urbanisme, doit être appréhendé à moyen et long terme (horizon 20 ans). Les commerces existants ont du mal à survivre et leur longévité dépendra du fait que l'on donne envie aux habitants et aux visiteurs de s'arrêter sur le territoire.

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

- DETR (40 %)	310.000 €
- Département (dotation 2017)	150.000 €
- Autofinancement	<u>315.048 €</u>
TOTAL HT	775.048 €

Département :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Bureau d'Etudes « ARC'H », chargé de dresser un diagnostic complet des travaux à entreprendre pour la réhabilitation et la mise aux normes du Groupe Scolaire du Bicentenaire, lui a remis le résultat de ses investigations. Les travaux consistent à régler les problèmes d'étanchéité des bâtiments et à procéder aux investissements nécessaires dans la perspective de la transition énergétique et de la mise aux normes (sécurisation, accessibilité et électricité).

Le montant de l'estimation H.T. des travaux s'élève à :

- <u>Etanchéité des bâtiments</u>	203.175 €
- école élémentaire.....	64.730 €
- école maternelle et cantine.....	138.445 €
- <u>Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments</u>	336.080 €
- école élémentaire.....	220.500 €
- école maternelle et cantine.....	115.580 €
- <u>Amélioration du système de chauffage</u>	72.000 €
- école élémentaire.....	21.000 €
- école maternelle et cantine.....	51.000 €
- <u>Amélioration de la production d'eau chaude</u>	15.000 €
- <u>Conformité de l'accessibilité du groupe scolaire</u>	60.460 €
- <u>Mise aux normes de l'escalier du logement de fonction</u>	13.500 €
- <u>Réaménagement du logement de fonction en salle du personnel</u> ..	59.800 €
- <u>Conformité des installations électriques</u>	196.500 €
- <u>Sécurisation du groupe scolaire (clôture et motorisation du portail)</u>	<u>13.750 €</u>
SOUS TOTAL H.T.....	970.265 €
- <u>Honoraires et divers</u>	<u>92.965 €</u>
TOTAL H.T.....	1.063.230 €

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière du Département au titre de la dotation 2017 et ce à hauteur de 150.000 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

SOLLICITE l'aide financière du Département dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du Programme 2017 d'aide aux Communes

PRECISE que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) sera inscrit au budget communal (chapitres 20 et 23).

ARRETE le plan de financement prévisionnel des opérations comme suit :

- DETR (40 %)	310.000 €
- Département (dotation 2017)	150.000 €
- Autofinancement	<u>603.230 €</u>
TOTAL HT	1.063.230 €

Région

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par décision du 24 juin 2016, prise dans le cadre de ses délégations reçues du Conseil Municipal, il a confié la mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du groupe scolaire au Cabinet « ARC'H » de BRIGNOLES pour un montant total de 63.234 € HT (14.234 € tranche ferme et 49.000 € HT tranche conditionnelle). Un appel public à la concurrence avait été lancé en amont.

Il indique que ces travaux consistent notamment en l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et à la mise en accessibilité des locaux.

Le Cabinet « ARC'H » a remis une étude complète des opérations de réhabilitation à prévoir dont le montant total estimatif s'élève à 1.063.230,42 HT, honoraires inclus (970.265 € HT pour les travaux et 92.965,42 € HT pour les honoraires).

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière de la Région (F.R.A.T.).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après avoir pris connaissance du détail des travaux envisagés pour la réhabilitation du Groupe Scolaire et de leur estimation financière,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE de lancer lesdits travaux dès 2017 suivant une programmation temporelle et financière à déterminer et sur la base des préconisations du Maître d'Œuvre

SOLLICITE l'aide financière la plus élevée possible de la Région dans le cadre du F.R.A.T. notamment.

Etat

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par décision du 24 juin 2016, prise dans le cadre de ses délégations reçues du Conseil Municipal, il a confié la mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation du groupe scolaire au Cabinet « ARC'H » de BRIGNOLES pour un montant total de 63.234 € HT (14.234 € tranche ferme et 49.000 € HT tranche conditionnelle). Un appel public à la concurrence avait été lancé en amont.

Il indique que ces travaux consistent notamment en l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et à la mise en accessibilité des locaux.

Le Cabinet « ARC'H » a remis une étude complète des opérations de réhabilitation à prévoir dont le montant total estimatif s'élève à 1.063.230,42 HT, honoraires inclus (970.265 € HT pour les travaux et 92.965,42 € HT pour les honoraires).

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière de l'Etat (ADEME, ANRU).

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après avoir pris connaissance du détail des travaux envisagés pour la réhabilitation du Groupe Scolaire et de leur estimation financière,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE de lancer lesdits travaux dès 2017 suivant une programmation temporelle et financière à déterminer et sur la base des préconisations du Maître d'Œuvre

SOLLICITE l'aide financière la plus élevée possible de l'Etat (ADEME, ANRU),

3 - Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmé) - Travaux de mise en accessibilité de bâtiments publics pour les personnes à mobilité réduite (P.M.R.) - Programme 2017 - Demandes de subventions

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 29 novembre 2016, la programmation des travaux de mise en accessibilité des bâtiments et espaces publics a été arrêtée.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.

M. Xavier GIRAUD indique à l'assemblée que l'estimation financière totale de cette opération s'élève à 368.920 € HT. Elle sera déclenchée par tranches pluriannuelles d'un montant moyen de 60.000 € par an comme précisé dans le tableau ci-annexé.

Pour l'année 2017, les locaux programmés sont La Poste, le Centre de Loisirs, l'Hôtel de Ville, la Médiathèque et le Point Accueil pour un total de travaux estimés à 61.265 € HT.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière de l'Etat et de la Région sur la totalité du programme, soit sur un montant estimatif HT de 368.920 €.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,
Après avoir pris connaissance du détail des travaux envisagés pour la mise en accessibilité des bâtiments et espaces publics pour les personnes à mobilité réduite,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE de lancer lesdits travaux dès 2017 suivant la programmation temporelle et financière indiquée dans la délibération du 29 novembre 2016,

SOLLICITE l'aide financière la plus élevée possible de l'Etat et de la Région.

4 - Fonds de soutien aux Forces de Sécurité (F2S) de la Région - Demandes de subventions pour vidéosurveillance et équipement de la Police Municipale

Vidéosurveillance :

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal d'un courrier reçu de la Région à propos du Fonds de Soutien aux Forces de Sécurité mis en place pour améliorer la vidéosurveillance sur la Commune. La Région lance un appel à projets pour aider à la mobilisation de tous contre l'insécurité.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.

M. Xavier GIRAUD tient à remercier Mme Sylviane DONADEY pour son aide précieuse dans ce dossier. Il indique à l'assemblée que cet appel à projet vise l'amélioration de la vidéo-protection de la Commune. Il propose à l'assemblée d'approuver le projet d'extension du réseau de caméra de surveillance et précise qu'à ce jour le parc communal comporte neuf caméras, toutes situées dans le village, orientées vers les entrées des établissements recevant du public, écoles, stade, mairie.....

M. GIRAUD ajoute que, depuis de nombreuses années, notre Commune répond favorablement aux services de la Gendarmerie qui nous sollicitent dans le cadre de la répression de la délinquance du canton, pour visionner les enregistrements. Il précise que ce dispositif serait largement plus efficace en installant une caméra supplémentaire à l'entrée du village, dédiée uniquement à l'enregistrement des plaques d'immatriculation de l'ensemble des véhicules qui passent sur la RD 562, axe très important entre le Centre Var et le Haut Var.

M. GIRAUD indique enfin à l'assemblée que des devis ont été demandés pour chiffrer les dépenses de ce projet :

-acquisition et installation d'une caméra supplémentaire..... 4.096,21 €

Il précise que le taux de l'aide financière de la Région s'élève à 30 % du montant HT de la dépense.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière de la Région dans le cadre du Fonds de Soutien aux Forces de Sécurité.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins un CONTRE : M. KINET

APPROUVE le projet présenté par M. GIRAUD soit l'acquisition d'une caméra de vidéosurveillance supplémentaire,

PREND NOTE du montant de cette acquisition, soit 4.096,21 € HT

SOLLICITE l'aide financière de la Région,

ARRETE le plan de financement de ce projet comme suit :

-Fonds de Soutien de la Région (F2S) - 30 %1.228,00 €

-Autofinancement communal - 70 %..... 2.868,21 €

TOTAL..... 4.096,21 €

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour l'application de la présente délibération.

Equipement de la Police Municipale :

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal d'un courrier reçu de la Région à propos du Fonds de Soutien aux Forces de Sécurité mis en place pour améliorer l'équipement de la police municipale. La Région lance un appel à projets pour aider à la mobilisation de tous contre l'insécurité.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité.

M. Xavier GIRAUD indique à l'assemblée que cet appel à projet vise l'amélioration de l'équipement de la Police Municipale. Il rappelle que la Commune du Val a recruté depuis 2014 un agent de police municipal supplémentaire portant ses effectifs à 3 agents opérationnels et un agent administratif.

Ce service dispose actuellement d'un véhicule dédié mais vieillissant et qui ne permet pas à l'équipe de mener à bien l'ensemble de ses missions sur la totalité du territoire.

M. GIRAUD précise qu'en effet ces agents sont régulièrement amenés à se déplacer sur des chemins ruraux ou privés mettant à mal l'utilisation d'un véhicule non adapté, notamment dans le cadre de l'application des obligations légales de débroussaillage mais aussi pour lutter contre les cambriolages en effectuant des rondes régulières sur tout le territoire.

M. GIRAUD indique enfin à l'assemblée que des devis ont été demandés pour chiffrer les dépenses de ce projet :

-acquisition d'un nouveau véhicule pour la Police Municipale..... 18.662,41 € HT

Il précise que le taux de l'aide financière de la Région s'élève à 30 % du montant HT de la dépense.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière de la Région dans le cadre du Fonds de Soutien aux Forces de Sécurité.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué à la Sécurité,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins un CONTRE : M. KINET

APPROUVE le projet présenté par M. GIRAUD soit l'acquisition d'un véhicule pour la Police Municipale,

PREND NOTE du montant de cette acquisition, soit 18.662,41 € HT,

SOLLICITE l'aide financière de la Région,

ARRETE le plan de financement de ce projet comme suit :

-Fonds de Soutien de la Région (F2S) - 30 % 5.598,00 €

-Autofinancement communal - 70 %.....13.064,41 €

TOTAL.....18.662,41 €

DEMANDE à Monsieur le Maire de procéder aux démarches nécessaires pour l'application de la présente délibération.

M. FOURNEL fait remarquer à l'assemblée que la Commission ne s'est pas réunie pour travailler sur ces deux propositions.

Mme DONADEY intervient pour indiquer que les demandes de subventions ne font pas obligatoirement l'objet d'une discussion en commission.

M. GIRAUD tient à préciser que si les subventions sollicitées ne sont pas accordées, les acquisitions prévues ne seront pas concrétisées.

5 - Transfert du bail de gestion du vignoble de Châteaurenard

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que le vignoble situé sur le domaine communal du lieu-dit « Châteaurenard » (parcelles A 63-64-73-75-104 et 109), composé des cépages « Merlot », « Syrah », « Grenache » et « Cinsault » pour une superficie totale plantée de 7ha 51a 00ca, est donné en fermage, depuis août 2005, à MM. Jean-Louis GAUTIER et Claude PAUL, pour moitié chacun, soit une contenance de 3ha 75a 50ca, comprenant 2ha 46a de Coteaux Varois (AOC) et 1ha 29a 50ca de Vins de Pays. Le montant annuel du loyer a évolué de 2005 à 2007 (de 712 à 966 €). Ce loyer a été déterminé dans les limites des indices de fermage et cours relatifs aux baux ruraux déterminés par la Préfecture du Var.

Par avenant au bail en date d'octobre 2008, le loyer dû par chacun des fermiers a été maintenu à 966 €.

M. Jean-Louis GAUTIER ayant cessé son activité le 31 décembre 2016 pour départ en retraite, il demande si la Commune accepterait de transférer le bail à son fils, M. Rémi GAUTIER, dans les mêmes conditions. Cette possibilité de cession de bail est prévue dans l'article 6 du bail initial, conformément à l'article L 411-35, alinéa 1, du Code Rural.

M. COEURDEUIL souligne que si le fermier s'appelait M. DUPONT, le Conseil Municipal aurait certainement envisagé une augmentation du loyer. Il souligne qu'en 8 ans ce dernier n'a pas évolué malgré que le barème appliqué permette une majoration. Le Conseil Municipal a pour mission de défendre les intérêts de la Commune....

M. SAULNIER rappelle que, grâce au travail des deux fermiers, l'état du vignoble est très correct.

M. KINET indique que le barème de la Chambre d'Agriculture permet bien un recalcul du tarif.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Considérant les dispositions de l'article L 411-35, alinéa 1, du Code Rural,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE le transfert du bail de fermage du vignoble situé sur le domaine communal de « Châteaurenard » de M. Jean-Louis GAUTIER à son fils M. Rémi GAUTIER

INDIQUE que les conditions du bail demeurent inchangées y compris le montant du loyer annuel soit 966 €.

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour l'application de la présente délibération.

A noter que le pouvoir donné à Mme TURINELLI par M. Rémi GAUTIER n'a pas été comptabilisé dans les votants.

6 - Contrat C.A.F. « Enfance-Jeunesse » - Autorisation de signer donnée au Maire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 26 novembre 2015, la décision a été prise de signer en 2015 un contrat « Enfance-Jeunesse » avec la CAF afin de permettre la mise en place d'activités diverses en faveur des jeunes.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe délégué « Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse » pour la convention 2016/2019.

Mme Annette PASQUET rappelle à l'assemblée que la signature d'un contrat « Enfance-Jeunesse » avec la C.A.F. permet notamment à la Commune d'obtenir des subventions pour les activités menées en faveur de cette catégorie de population. Elle sollicite le Conseil Municipal afin qu'il donne l'autorisation à M. le Maire de signer le contrat pour la période 2016/2019.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe délégué « Affaires Scolaires-Enfance-Jeunesse »,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le Contrat « Enfance-Jeunesse » avec la C.A.F. pour la période 2016/2019.

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits chaque année au budget communal (chapitres 011-012 et 65)

7 - Convention avec le Centre Médico-Scolaire de Brignoles

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Mairie de Brignoles assure seule, depuis de nombreuses années, les frais de fonctionnement d'un Centre Médico-Scolaire (C.M.S.) qui dessert toutes les communes avoisinantes.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires.

Mme PASQUET indique que ce C.M.S. gère les dossiers médicaux de tous les enfants de grande section dans les écoles maternelles et réalise une visite des écoles élémentaires. Les médecins se déplacent à la demande des directeurs ou à la demande des parents pour l'enfant allergique. Les parents qui rencontrent des problèmes avec leurs enfants peuvent prendre rendez-vous directement avec les médecins scolaires (visite entièrement gratuite).

En juin 2009, l'Inspection Académique a sollicité les communes pour la contribution financière aux dépenses administratives de ce C.M.S., contribution fixée par les textes à 1,50 € par enfant. La Commune de BRIGNOLES demande la signature d'une convention relative aux frais de fonctionnement du C.M.S. pour les années scolaires 2015/2016 à raison de 243 élèves et 2016/2017 à raison de 230 élèves.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires.

Après avoir pris connaissance du projet de convention présenté par la Commune de Brignoles,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de ce projet de convention 2015/2016 et 2016/2017

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

INDIQUE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 64).

8 - Convention de partenariat avec l'EIMAD pour les Nouvelles Activités Périscolaires

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Comté de Provence soumet à son approbation un projet de convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles activités périscolaires issues de la réforme de l'Etat sur la modification des rythmes scolaires pour l'année 2016/2017, au titre de l'EIMAD.

Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires.

Mme PASQUET rappelle à l'assemblée le contenu de la convention qui a pour but de définir les modalités du partenariat entre le Comté de Provence et la Commune en précisant l'organisation des interventions de l'EIMAD dans le cadre de la mise en place des NAP dans les écoles maternelles et élémentaires afin que les enfants puissent accéder, pendant le temps périscolaire, à des activités culturelles et artistiques.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Annette PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires scolaires,

Après avoir pris connaissance du projet de convention de partenariat présenté par la Communauté de Communes du Comté de Provence,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ACCEPTE les termes de ce projet de convention de partenariat 2016/2017 dans le cadre de la mise en œuvre des nouvelles activités périscolaires issues de la réforme de l'Etat sur la modification des rythmes scolaires à signer avec la Communauté de Communes du Comté de Provence,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

9 - Convention avec le C.D.G. 83 pour les risques professionnels

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante d'un courrier reçu du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale proposant la signature d'une convention régissant la fonction d'inspection dans le domaine de la prévention des risques professionnels.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint vice-président de la commission du personnel communal qui expose au Conseil Municipal le fait que, dans le domaine de la santé et de la sécurité au travail, les autorités territoriales ont l'obligation de nommer un Agent Chargé de la Fonction d'Inspection (ACFI), conformément à l'article 5 du décret 85-603 du 10 juin 1985 modifié. A défaut de la nomination d'un tel agent, la responsabilité de l'autorité territoriale peut être engagée en cas d'accident. Les collectivités peuvent ainsi nommer cet ACFI en interne ou par l'intermédiaire d'une convention avec le CDG. Cependant, dans la mesure où les collectivités ne désirent pas être juge et partie dans ce domaine, la majorité d'entre elles a fait le choix de conventionner avec un CDG.

M. DEBAQUE donne lecture de la convention à signer avec le CDG 83 pour la période 2017/2019 pour un coût de prestation annuel fixé à 400 €.

Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer à ce propos.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la commission du personnel communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET,

ACCEPTE les termes de la convention proposée par le CDG 83 régissant la fonction d'inspection dans le domaine de la prévention des risques professionnels pour la période 2017/2019

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget communal.

10 - Convention de prestation de service avec l'AIST (Médecine Professionnelle) pour le personnel communal

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Vice-Président de la Commission du Personnel.

M. Christian DEBAQUE donne lecture du projet de convention rédigé par l'Association Interprofessionnelle de Santé au Travail (A.I.S.T) pour l'année 2017.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Vice-Président de la Commission du Personnel.

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de convention rédigé par l'Association Interprofessionnelle de Santé au Travail (A.I.S.T) pour l'année 2017.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la Commune (chapitre 012)

11 - Régime indemnitaire pour le grade de Technicien Principal

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, par délibération du 27 juin 2016, l'indemnité spécifique de service (ISS) et la prime de service et de rendement (PSR) ont été instaurées en faveur des Techniciens Territoriaux à compter du 1^{er} juin 2016.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint, Vice-Président de la Commission Communale du Personnel Communal, qui expose que les modalités de versement ont alors été arrêtées avec un coefficient de 12 pour le grade de Technicien sur lequel est nommé la Directrice des Services Techniques.

Il s'avère que pour le grade de Technicien Principal de 2^{ème} classe (Responsable du Service des Marchés Publics), le coefficient est plus élevé (16). De même pour la PSR qui est de 2020 € par an maximum pour un Technicien et de 2660 € maximum pour un Technicien Principal.

Il demande en conséquence qu'une délibération complémentaire soit prise pour mettre en conformité le régime indemnitaire de ce grade.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Christian DEBAQUE, Vice-Président de la Commission du Personnel.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 6 janvier 1984,

Vu le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Vu l'arrêté du 25 août 2003 fixant les modalités d'application du décret n° 2003-799 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement,

Vu le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du Ministère de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2009 fixant les montants des primes de service et de rendement allouées à certains fonctionnaires relevant du Ministère de l'Ecologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Considérant que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen annuel de la prime de service et de rendement applicables à chaque grade,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

PRECISE que les primes « indemnité spécifique de service » (ISS) et « service et de rendement » (PSR) pour le grade de Technicien Principal de 2^{ème} classe sont encadrées par les modalités de versement suivantes :

Nature de la prime	Taux de base en €	Coefficient pour le grade	Taux moyen annuel en €	Coefficient de modulation individuelle maximum	
				minimum	maximum
I.S.S.	361.90	16	5.790,40	0,9	1,10

Nature de la prime	Taux annuel de base en €	Montant individuel maximum en €
P.S.R.	1330	2660

INDIQUE que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur :

1 - le montant individuel de l'I.S.S. variera d'une part selon la qualité du service rendu et d'autre part en fonction des critères d'attribution fixés ci-dessous

- ✓ La manière de servir de l'agent appréciée notamment au vu de l'évaluation annuelle
- ✓ Le niveau de responsabilité
- ✓ L'animation d'une équipe
- ✓ La modulation compte-tenu des missions différentes confiées
- ✓ La charge de travail
- ✓ La disponibilité de l'agent

2 - le montant individuel de la P.S.R. tiendra compte non seulement des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées à l'emploi occupé et de la qualité des services rendus et d'autre part en fonction des mêmes critères d'attribution que ceux fixés pour l'I.S.S.

PRECISE que l'I.S.S. et la P.S.R. seront versées selon une périodicité mensuelle avec une rétroactivité à compter du 1^{er} juin 2016.

12- Rectification du nom d'un chemin de la Z.A.E. « Plan de Cartier » (chemin de « Rigaou » au lieu de « Rigau »)

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante qu'une erreur s'est produite dans l'orthographe de la dénomination d'une voie communale située dans la Z.A.E. « Plan de Cartier ». En effet, par délibération du 28 juin 1996 de nombreux chemins et rues ont reçu un nom après enquête publique. L'une des voies de la zone artisanale a été dénommée Rue du Rigau. En fait il fallait écrire rue du Rigaou (rouge-gorge en provençal).

Il demande à l'assemblée de bien vouloir prendre acte de cette correction dans le nom de la voie communale.

M. PAZ intervient pour signaler que la forme ancienne du mot en provençal est bien Rigau et non Rigaou.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la correction du nom de la voie communale de la Z.A.E. « Plan de Cartier » qui devient officiellement « rue du Rigaou » (n° 664 dans la nomenclature).

13 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Maire dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 29 novembre 2016, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

N° 01/2017	13/01/2017	CONTRAT JVS MAIRISTEM	239,57 € HT
N° 02/2017	17/01/2017	ENTRETIEN ANNUEL DU TERRAIN DE FOOTBALL SYNTHETIQUE - SPORT MEDITERRANEE ENTRETIEN	2.250,00 € HT
N° 03/2017	19/01/2017	AVENANT MARCHÉ ETUDES BEGEAT ELABORATION DU PLU - O.A.P.	12.000,00 € HT
N° 04/2017	19/01/2017	CONVENTION ASSISTANCE TECHNIQUE AUX OPERATIONS DE REDACTION DE S ACTES ADMINISTRATIFS - TPF INGENIERIE	200 € HT PAR ACTE

Monsieur le Maire indique d'autre part que 13 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 29 novembre 2016 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

PREND ACTE des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 29 novembre 2016, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

14 - Questions écrites

NEANT

15 - Questions orales

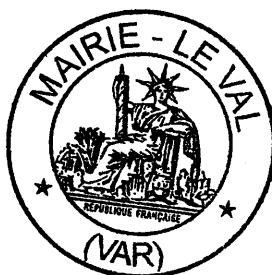
NEANT.

LA SEANCE EST LEVEE A 22h00.

CE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE DES SON APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.

La Secrétaire de séance,

Patricia INGRASSIA



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER

